

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20230208-lmc127876-AR-1-1
Date de télétransmission :	13 février 2023
Date de réception :	13 février 2023
Date d'affichage :	
Date de publication :	14 février 2023



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° DA/2023/0032

Portant autorisation de la Résidence autonomie "SOLEIL COUCHANT", de 40 places, habilitée à l'aide sociale, à Cannes gérée par le CCAS de Cannes

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code général des collectivités territoriales en ses Ière et IIIème parties ;

Vu la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, et notamment ses articles 10 et 89 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment, ses articles L 312-1-6, L313-1 et suivants et R313-1 et suivants ;

Vu le décret 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées ;

Vu l'article L633-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie 2022 - 2026 ;

Considérant les résultats du diagnostic partagé réalisé en 2022 ;

Considérant que l'établissement dispose de l'ensemble des prestations minimales conformément au cahier des charges national applicable aux résidences autonomie ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la résidence autonomie « SOLEIL COUCHANT » (*FINESS ET : 06 078 221 6*), de 40 places habilitées à l'aide sociale, située au 171 avenue de Grasse à Cannes, gérée par le CCAS de Cannes (*FINESS EJ : 06 079 040 9*).

ARTICLE 2 : Les 40 places sont réparties au sein de 40 logements de type T1.

ARTICLE 3 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation mentionnée à l'article L312-8 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : A aucun moment la capacité de l'établissement ne devra dépasser celle autorisée par le présent arrêté. Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente en application de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice sis 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice, ou saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

ARTICLE 6 : Le président du Conseil départemental et le représentant du CCAS de Cannes, sont chargés, chacun en ce que le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin des actes administratifs du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Nice, le 8 février 2023

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur de l'Autonomie

Sébastien MARTIN